



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

politiques communautaires

Question au Gouvernement n° 1891

Texte de la question

RÉORIENTATION DU PROJET EUROPÉEN

M. le président. La parole est à Mme Danielle Auroi, pour le groupe écologiste.

Mme Danielle Auroi. Ma question s'adresse à M. Premier ministre – même s'il est déjà parti ! Le résultat des élections de dimanche montre la défiance grandissante de nos concitoyens envers la classe politique européenne et une Union qui ne sait ni résoudre les problèmes de la vie quotidienne de nos concitoyens, ni répondre aux enjeux de demain. Que ce soit en Grande-Bretagne, au Danemark ou en France, la démocratie est interpellée dans tous ses principes. La responsabilité est collective : responsabilité d'un exécutif qui a abandonné très vite la possibilité de proposer une autre Europe ; responsabilité des partis républicains qui n'ont pas su montrer en quoi l'Europe était porteuse de solutions ; responsabilité individuelle de celles et ceux qui prêtent l'oreille aux solutions nationalistes et simplistes qui désignent des boucs émissaires, un populisme qui cache mal ses reflets vert-de-gris.

Pourtant nous connaissons les urgences : le chômage, en particulier des jeunes, l'exclusion sociale, le déficit de politiques publiques et industrielles d'envergure, l'épuisement des ressources et le réchauffement climatique. À toutes ces urgences, la seule réponse visible a été celle de conforter les banques et les marchés : cela, nos concitoyens le rejettent. Aussi, au lendemain de ces élections, avons-nous le devoir de redonner du sens à l'Europe, à cette Union hier synonyme de paix et de prospérité, aujourd'hui sans espoir et sans récit. Une réelle réorientation du projet européen est indispensable : un projet européen capable de mettre les moyens sur la table pour lancer un vrai Plan Marshall de la transition énergétique, avec les investissements chiffrés qui vont avec et les emplois qui suivront ; un projet européen qui fait le choix de la justice sociale et de l'harmonisation par le haut, avec un SMIC garanti dans chaque État de l'Union ; un projet européen qui dit non à l'austérité mais oui à la solidarité et à la prospérité partagée !

Au lendemain de ces élections si douloureuses, peut-on savoir quelle vision de l'Europe la France défendra ce soir devant ses partenaires ?

M. le président. La parole est à M. le Secrétaire d'État chargé des affaires européennes.

M. Harlem Désir, secrétaire d'État chargé des affaires européennes. Madame Danielle Auroi, je vous remercie de votre question. Ce soir en effet, à Bruxelles, les chefs d'État et de gouvernements se réuniront deux jours après une élection marquée par une très forte abstention dans toute l'Europe et par un vote populiste anti-européen extrêmement important. Cela appelle donc de notre part une responsabilité : celle d'apporter des réponses aux attentes des citoyens, celle de réconcilier les peuples et les citoyens avec le projet européen. C'est pourquoi le Président de la République, tirant avec lucidité et avec courage la leçon de ce scrutin, a indiqué hier soir qu'il se rendrait au Conseil européen...

M. Guy Geoffroy. S'il en avait tiré les leçons, il ne serait plus là !

M. Harlem Désir, *secrétaire d'État*pour exiger la réorientation de l'Europe, comme nous le faisons depuis deux ans, vers des priorités qui doivent être celles de la croissance, de l'emploi – en particulier de l'emploi des jeunes – et du soutien à l'investissement. Vous en avez vous-même souligné l'exigence concernant les domaines d'avenir, la transition énergétique, l'Europe de l'énergie. C'est aujourd'hui une nécessité par solidarité, pour assurer la sécurité énergétique, la sécurité d'approvisionnement du continent, mais aussi parce qu'il y a l'exigence de lutter contre le changement climatique. Investir dans l'avenir, c'est aussi investir dans un domaine comme le numérique ; c'est faire en sorte que l'Europe soit leader dans toutes les technologies du futur, celles qui lui permettront d'assurer les emplois de demain, celles qui lui permettront d'assurer les emplois pour la nouvelle génération. Nous nous rendons donc à ce Conseil européen pour faire en sorte qu'il soit tenu compte du vote non seulement des Français, mais aussi des électeurs qui, dans toute l'Europe, soit en ne se déplaçant pas, soit en votant pour des partis anti-européens, ont lancé une alerte : ils nous font porter l'exigence de soutenir non seulement ce projet européen, mais aussi sa réorientation. (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

Données clés

Auteur : [Mme Danielle Auroi](#)

Circonscription : Puy-de-Dôme (3^e circonscription) - Écologiste

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1891

Rubrique : Union européenne

Ministère interrogé : Affaires européennes

Ministère attributaire : Affaires européennes

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [28 mai 2014](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [28 mai 2014](#)